

Résumé des principales observations

Introduction

Cette enquête est la sixième d'une série d'enquêtes Eurobaromètre sur la biotechnologie. Ces enquêtes ont été menées en 1991, 1993, 1996, 1999, 2002 et 2005. L'enquête est fondée sur un groupe représentatif de 25 000 répondants, soit approximativement 1 000 dans chaque État membre de l'UE. Actuellement, des questions telles que la recherche sur les cellules souches, la coexistence de cultures génétiquement modifiées, traditionnelles et biologiques, l'utilisation d'informations génétiques et d'autres innovations, telles que les nanotechnologies et la pharmacogénétique, font l'objet de débats intenses. En outre, les débats se poursuivent sur des sujets plus vastes tels que la gouvernance des sciences et l'engagement des citoyens. Cette enquête se veut être une contribution à un débat public et politique éclairé.

Vue d'ensemble

L'enquête de 2005 dresse des citoyens européens un portrait qui les présentent comme plus optimistes vis-à-vis de la technologie, mieux informés et plus confiants à l'égard de la biotechnologie que lors des enquêtes précédentes. Le public européen ne refuse pas le risque dans le cas d'innovations technologiques considérées comme sources d'avantages tangibles.

Tandis que la majorité des personnes est disposée à déléguer la responsabilité en matière de nouvelles technologies à des experts dont les décisions se fondent sur des preuves scientifiques, une forte minorité souhaiterait voir plus de poids accordé aux considérations morales et éthiques ainsi qu'à la voix du public lors de décisions relatives à la science et la technologie.

Si les biotechnologies médicales (rouges) et industrielles (blanches) bénéficient d'un large soutien, les biotechnologies agricoles (vertes) font apparemment l'objet d'une forte opposition dans la plupart des pays. Les Européens souhaitent connaître les risques et avantages liés à la recherche sur les cellules souches, une approche utilitariste qui traduit leur opinion généralement favorable à cette technologie. L'enseignement à en tirer pour les biotechnologies agroalimentaires est que le public continuera d'être sceptique, sauf si des cultures et produits nouveaux sont perçus comme présentant des avantages pour le consommateur.

Si l'on examine la perception par le public de diverses technologies, la résistance aux denrées alimentaires génétiquement modifiées constitue l'exception plutôt que la règle. Il n'y a aucune preuve que l'opposition aux denrées alimentaires génétiquement modifiées soit la manifestation d'une désillusion plus globale à l'égard de la science et de la technologie en général.

Optimisme vis-à-vis de la contribution de la technologie à la société

Les Européens sont globalement optimistes à propos de la contribution de la technologie à notre mode de vie. Un indice d'optimisme montre un niveau élevé et stable pour l'informatique et l'énergie solaire entre 1991 à 2005. Au cours de la même période, l'indice pour la biotechnologie a fortement chuté entre 1991 et 1999. Entre 1999 et 2005 la tendance s'est inversée, et la biotechnologie est aujourd'hui

revenu au niveau de 1991. L'optimisme à l'égard des nanotechnologies a augmenté depuis 2002 – le rapport entre optimistes et pessimistes est de huit pour un. Les Européens sont devenus moins pessimistes à l'égard de l'énergie nucléaire, mais les pessimistes dépassent toujours les optimistes, même en France.

Nanotechnologies, pharmacogénétique et thérapie génique

Les Européens sont favorables au développement des nanotechnologies, de la pharmacogénétique et de la thérapie génique. Ces trois technologies sont perçues comme utiles pour la société et moralement acceptables. Ni les nanotechnologies, ni la pharmacogénétique ne sont perçues comme présentant des risques. Tandis que la thérapie génique est considérée comme un risque pour la société, les Européens sont disposés à faire abstraction de ce risque car ils perçoivent cette technologie comme étant à la fois utile et moralement acceptable.

Denrées alimentaires génétiquement modifiées

De façon générale, la majorité des Européens pense qu'on ne devrait pas encourager les denrées alimentaires génétiquement modifiées. Ils les considèrent comme inutiles, moralement inacceptables et présentant un risque pour la société. Si l'on examine la partie du public européen – le public «décidé» (environ 50 %) – qui s'est prononcé sur quatre questions clés portant sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées, 58 % sont contre et 42 % pour. Le nombre des partisans ne dépasse celui des opposants qu'en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Italie, à Malte, en République tchèque et en Lituanie.

Intentions d'achat de denrées alimentaires génétiquement modifiées

Les avis sont partagés sur l'acceptabilité déclarée en ce qui concerne l'achat de denrées alimentaires génétiquement modifiées. Les principaux motifs de persuasion sont liés à la santé, à la réduction des résidus de pesticides et aux incidences sur l'environnement. Le fait que des denrées alimentaires génétiquement modifiées soient approuvées par les autorités compétentes ou soient meilleur marché ne constitue pas des raisons convaincantes.

Parmi les États membres de l'UE, le pourcentage de personnes rejetant cinq raisons suggérées d'acheter des denrées alimentaires génétiquement modifiées varie considérablement, dans une fourchette approximative de 5 à 55 %. Les pays présentant les plus forts pourcentages d'opposants à l'achat de denrées alimentaires génétiquement modifiées sont l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, l'Allemagne et la Lettonie, les plus faibles pourcentages étant à mettre au compte de Malte, de la République tchèque, des Pays-Bas, de l'Espagne, de la Belgique et du Portugal. Parmi les non-opposants restants, il convient de noter que le nombre moyen de raisons acceptables est relativement élevé. Il semble qu'une fois atteint un seuil d'acceptabilité minimale, les gens ont tendance à trouver un certain nombre de raisons acceptables à l'achat de denrées alimentaires génétiquement modifiées.

Biotechnologies industrielles (blanches)

Les applications industrielles de la biotechnologie dans le domaine des biocarburants, des bioplastiques et du biopharming¹ pour produits pharmaceutiques bénéficient d'un large soutien en Europe, avec plus de 70 % de répondants

¹ N.d.T.: culture de plantes transgéniques produisant des molécules pharmaceutiques ou industrielles

favorables à des mesures d'incitation au développement de biocarburants et de bioplastiques. Une majorité de personnes déclarent qu'elles seraient disposées à payer plus cher un véhicule fonctionnant avec des biocarburants et à payer plus cher les bioplastiques. Près de six personnes sur dix approuvent le biopharming, sous réserve qu'il soit étroitement réglementé et, dans l'ensemble des pays de l'UE, les partisans du biopharming sont plus nombreux que les opposants, excepté en Autriche.

Recherche sur les cellules souches

À condition qu'elle soit étroitement réglementée, la recherche sur les cellules souches embryonnaires bénéficie d'un large soutien dans toute l'Europe et, bien que les gens aient tendance à être plus favorables à la recherche sur des cellules souches non embryonnaires, l'écart est relativement faible (respectivement 59 % et 65 %). La Belgique, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas et l'Italie figurent parmi les pays où l'approbation de la recherche sur les cellules souches embryonnaires est la plus forte. Dans les pays où l'approbation est faible – les États baltes, la Slovénie, Malte, l'Irlande et le Portugal – près d'une personne sur trois déclare ne pas avoir d'opinion.

Bien qu'une majorité des Européens pensent que l'embryon est humain dès sa conception, une croyance liée aux opinions concernant la recherche sur les cellules souches, cette croyance n'est pas le facteur décisif. Parmi ces personnes, beaucoup disent également approuver la recherche sur les cellules souches à condition qu'elle soit étroitement réglementée. On observe un schéma assez semblable lorsque l'on considère les degrés de pratique religieuse. L'enquête montre que le dilemme entre les arguments moraux/éthiques et les arguments utilitaristes divise le public européen. Entre ces deux positions, les Européens penchent vers l'approche utilitariste; les bénéfices potentiels pour la santé et la lutte contre les maladies ont tendance à contrebalancer les éventuelles objections morales.

Que veut savoir le public à propos de la recherche sur les cellules souches?

Lorsqu'on leur pose la question – s'il y avait un référendum sur la recherche sur les cellules souches, de quelles informations souhaiteriez-vous disposer? – les Européens, de manière générale, ne considèrent pas qu'il soit important d'être informé des détails scientifiques, peut-être parce qu'ils se satisfont de laisser ces derniers aux experts. Ce qu'ils veulent savoir, ce sont les conséquences sociétales de la recherche sur les cellules souches – les risques et les avantages – et si les règlements et les contrôles éthiques sont suffisants.

Gouvernance des sciences et de la technologie

Lorsqu'on leur demande de choisir entre, premièrement, la prise de décision fondée sur des preuves scientifiques ou des critères moraux et éthiques, et deuxièmement, des décisions reflétant l'opinion du public ou fondées sur des preuves fournies par des experts, la majorité des Européens (six sur dix) opte pour le principe de délégation scientifique (experts et preuves scientifiques). Presque un sur cinq opte pour la délégation morale (experts et considérations morales), un sur six pour la délibération morale (public et considérations morales) et un sur dix pour la délibération scientifique (public et preuves scientifiques). Parmi les quatre principes de gouvernance, la délégation scientifique est associée à des niveaux supérieurs d'optimisme à l'égard de la technologie et de soutien des nanotechnologies et des

denrées alimentaires génétiquement modifiées. Le principe de délégation morale est associé à des niveaux d'optimisme plus faibles et à un moindre soutien des technologies spécifiques. Pour susciter davantage de confiance dans la politique scientifique, il semblerait prudent de veiller à ce que les considérations morales et éthiques et la voix du public apparaissent comme étant prises en compte dans les débats et décisions.

Confiance dans les acteurs du secteur de la biotechnologie

Les données de l'enquête 2005 ne confirment pas l'existence d'une crise de confiance à l'égard des acteurs du secteur de la biotechnologie en Europe. La confiance à l'égard des scientifiques universitaires et industriels, et à l'égard de l'industrie elle-même, s'est considérablement améliorée depuis 1999. Les répondants font davantage confiance à l'Union européenne qu'à leurs gouvernements nationaux pour réglementer la biotechnologie et, en matière d'informations sur la biotechnologie, ils font davantage confiance aux journaux et aux magazines qu'à la télévision.

Utilisation d'informations génétiques

Le public européen est favorable, mais pas de manière écrasante, à l'utilisation de données génétiques pour le diagnostic médical personnel et dans des banques de gènes destinées à la recherche médicale. Cinquante-huit pour cent déclarent qu'ils autoriseraient le stockage en banque de leurs données génétiques à des fins de recherche, contre 36 % qui s'y opposeraient. L'utilisation des données génétiques à des fins médico-légales reçoit sensiblement le même niveau de soutien que la recherche médicale. L'accès aux informations génétiques par des organismes gouvernementaux et aux fins d'assurances commerciales est majoritairement considéré comme inacceptable. Le soutien accordé aux banques de données génétiques ne doit pas être considéré comme allant de soi. Alors que 70 % ou plus des répondants y sont favorables en Suède, en Finlande, au Danemark et aux Pays-Bas – preuve peut-être de l'éthique communautaire – les avis favorables ne représentent que près de 40 % en Allemagne, en Grèce et en Autriche et, dans d'autres pays, l'opinion publique est partagée à parts égales sur la question.

Modes d'engagement en science et technologie

Les Européens sont mieux informés au sujet de la biotechnologie et de la génétique qu'en 2002. Une majorité déclare «s'intéresser "souvent" ou "parfois" à la science et à la technologie» et «s'informer régulièrement des nouveautés en matière de science et de technologie». Soixante et onze du public européen liraient des articles ou regarderaient des émissions de télévision sur la biotechnologie de manière «certaine» ou «probable», 33 % participeraient à des débats ou auditions publics.

Quatre modes d'engagement vis-à-vis de la biotechnologie sont identifiés – les Européens «actifs» (10 %), «attentifs» (15 %), «spectateurs» (35 %) et «non engagés» (40 %). L'Européen «actif» a entendu parler et discuté de biotechnologie, a recherché des informations sur Internet et a probablement assisté à une réunion publique concernant la biotechnologie. L'Européen «non engagé», ne s'intéresse absolument pas à la question. Comparés aux deux autres modes d'engagement, les Européens «attentifs» et les «actifs» sont davantage optimistes en ce qui concerne la contribution de la technologie à la société et soutiennent davantage les

technologies. Les Européens «attentifs» se distinguent des «actifs» par le fait que ces derniers sont plus sensibles aux risques.

Jeunes et science

La jeune génération d'Européens tourne-t-elle le dos à la science et à la technologie? Ce n'est pas ce que suggère l'instantané des opinions publiques de l'Eurobaromètre. La classe d'âge des 15-25 ans n'est pas moins optimiste à l'égard de l'innovation technologique, pas moins disposée à soutenir les nanotechnologies, la thérapie génique, la pharmacogénétique et les denrées alimentaires génétiquement modifiées, et tout aussi intéressée par la science et la technologie que les personnes plus âgées. Sur l'ensemble des opinions à propos de la science et de la technologie, ce sont les personnes âgées de plus de 65 ans qui sont plus critiques ou non disposés à exprimer une opinion.

Les plus jeunes sont plus enclins à déclarer qu'ils achèteraient des denrées alimentaires génétiquement modifiées et ont moins tendance que les personnes plus âgées à considérer ces aliments comme une menace. Cependant, les plus jeunes sont moins engagés en politique et ont moins tendance à se préoccuper des liens entre alimentation et santé. Ceci ne présage rien de bon en ce qui concerne le problème croissant de l'obésité.

Femmes et science

Les résultats de l'enquête Eurobaromètre invitent à la prudence en matière de généralisation sur les différences entre sexes. Sur cinq des huit technologies, les femmes sont presque aussi optimistes que les hommes et considèrent que ces technologies amélioreront notre mode de vie. Alors que les hommes sont généralement mieux informés en matière de biologie et de génétique, les femmes les surclassent sur les questions en rapport avec la grossesse – une question qui les concerne directement. En termes de soutien des nanotechnologies, de la thérapie génique et de la pharmacogénétique, les écarts entre les femmes et les hommes ne sont pas prononcés et, parmi les femmes les plus instruites, la différence liée au sexe est beaucoup plus faible. Les femmes ayant suivi des études supérieures ont moins tendance à faire preuve d'un intérêt «attentif» ou «actif» vis-à-vis de la biotechnologie. Ceci est-il davantage à mettre au compte de la répartition traditionnelle des tâches dans les foyers européens qu'à un manque d'intérêt chez les femmes?

Culture de la science dans les nouveaux États membres

Les dix nouveaux États membres ont-ils changé la culture scientifique de l'Union européenne? La réponse est «probablement non». Collectivement, les dix nouveaux pays sont à peu près aussi hétérogènes que les 15 anciens États membres, si l'on en juge par cette série d'indicateurs de culture de la science. Étant donné qu'une bonne partie des dix nouveaux pays sont en phase de développement industriel, ils ont en commun certaines caractéristiques qui ont également été observées par le passé chez d'autres nouveaux entrants dans l'UE. En tant que tels, les dix nouveaux États membres sont en 2005 quelque peu différents des 15 anciens États membres. Tout d'abord, par rapport à l'UE-15, la sensibilisation du public vis-à-vis de la science est faible dans les nouveaux pays adhérents. En second lieu, le public dans ces pays est relativement plus optimiste à propos de la contribution de la technologie à la société, et est tout aussi favorable aux biotechnologies médicales, industrielles et

agricoles. Il a également une plus grande confiance à l'égard des acteurs et institutions intervenant dans le domaine de la science et de la technologie. Mais, comme on l'a vu dans d'autres États membres de l'UE, ces opinions peuvent changer radicalement.

Comparaisons transatlantiques

Il est faux de prétendre que l'opinion publique européenne est un frein à l'innovation technologique et contribue à l'écart technologique entre les États-Unis et l'Europe. Excepté pour l'énergie nucléaire, les Européens sont sensiblement aussi optimistes que les Américains et les Canadiens en ce qui concerne l'informatique, la biotechnologie et les nanotechnologies. Les denrées alimentaires génétiquement modifiées sont une exception, Européens et Canadiens ayant en ce domaine des opinions plutôt semblables, tandis que les Américains considèrent ces aliments beaucoup plus salutaires et moins risqués. La position de l'Europe est très différente en ce qui concerne les nanotechnologies. Par rapport aux Américains et les Canadiens, les Européens considèrent les nanotechnologies plus utiles et ont une plus grande confiance dans la réglementation.